

La documentation

Rossana VACCARO

La fréquentation de la bibliothèque reste stable avec 825 entrées annuelles. Outre, bien sûr, les étudiants de Paris 1, les chercheurs et étudiants d'autres universités, de Paris, de province et de l'étranger, continuent d'en être des usagers assidus. Nous recevons également d'autres publics, des militants, des journalistes, des professeurs du secondaire, des simples particuliers qui, pour des raisons personnelles ou professionnelles, s'intéressent à l'histoire ouvrière et sociale en France.

En 2008, nous avons continué notre travail de valorisation des collections de la bibliothèque. Nous avançons dans le traitement des périodiques en vue de leur signalisation dans le Sudoc et dans le catalogue collectif de Paris 1. Un fonds ancien d'une centaine de monographies sur la Commune de Paris, ayant appartenu à Maurice Chambelland et donné à la bibliothèque par Colette Chambelland, sa fille, a été également informatisé.

Par ailleurs, afin de diffuser largement les inventaires de nos fonds d'archives de militants, d'organisations politiques et syndicales et d'associations, nous préparons un dossier de demande de participation au catalogue collectif Calames, le catalogue des archives et des manuscrits des bibliothèques universitaires françaises, mais aussi de grands établissements nationaux (Institut de France, Muséum d'histoire naturelle) et de plusieurs bibliothèques de recherche.



Pour limiter la recherche aux collections du CHS aller à l'adresse suivante:

http://sushi.univ-paris1.fr:8991/F/?func=find-b-0 & local_base=chs

Pour une recherche sur tout le catalogue de Paris 1:

<http://sushi.univ-paris1.fr:8991/F>

Les notices de nos collections sont également accessibles par la base SUDOC:

<http://www.sudoc.abes.fr>

Un lien vers ces bases est activé à partir de la page "bibliothèque" de notre site web.





horaires de la bibliothèque

Jean Maitron.

9, rue Malher
75004 Paris
6^e étage-salle 603

Lundi: 10 h à 19 h.

Mardi: 14 h à 17 h.

Jeudi: 14 h à 17 h.

Vendredi: 14 h à 17 h.



- Iconothèque archiv@voir

<http://chs.univ-paris1.fr/icono/Basepres.php>

- Bibliographie d'histoire urbaine, sous la direction d'Annie Fourcaut

<http://chs.univ-paris1.fr/Intro.htm>

- Militants syndicalistes du Front populaire à la Libération, sous la direction de Gilles Morin

<http://chs.univ-paris1.fr/Gilles/Presgilles.htm>

- Bibliographie: la presse corporative et syndicale de l'enseignement primaire et primaire supérieur 1881-1940, sous la direction de Denise Karnaouch

<http://chs.univ-paris1.fr/Document/Karnaouch/Karnaouch.htm>

- Bibliographie pour les étudiants en histoire culturelle, sous la direction de Pascale Goetschel

<http://chs.univ-paris1.fr/Sem/Histcultbiblio.htm>

- Base de données logement: les textes législatifs relatifs au logement, sous la direction de Danièle Voldman

<http://chs.univ-paris1.fr/ClaireCI/index.php>



Une motion pour la bibliothèque du CHS

Le CHS et sa bibliothèque ainsi que d'autres centres de recherche de l'UFR d'histoire et leurs bibliothèques, ont accepté le principe du déménagement dans le Campus Condorcet de l'Université Paris 1 (site La Chapelle) à l'horizon 2015. Cependant, le volet documentaire du projet Campus nous paraît avoir été élaboré de façon trop rapide et sans la nécessaire consultation avec les personnels concernés. Il en résulte un projet qui méconnaît les spécificités de ces bibliothèques de recherche dont l'intérêt réside justement dans leur proximité avec les étudiants et les chercheurs, leur synergie avec les recherches menées dans leurs centres et leur capacité à assurer une véritable diffusion et valorisation des ressources documentaires. Sous prétexte d'une mutualisation dont nous ne refusons pas le principe, bien au contraire, le texte évoque une dilution de ces bibliothèques dont la gestion serait retirée aux centres de recherche. Dans un ensemble documentaire trop vaste et trop généraliste, les identités spécifiques de ces bibliothèques qui assurent leur rayonnement en France et à l'étranger risqueraient de disparaître. En outre, la poursuite du travail de valorisation des collections effectuée par les personnels des centres serait compromise.

Les centres de recherche de l'UFR d'histoire concernés ont voulu alerter le président de l'Université Paris 1 des risques encourus par ces bibliothèques et exprimer la préoccupation des chercheurs, enseignants-chercheurs, IATOS et étudiants en lui adressant la motion que nous publions ci-dessous

Texte de la motion

Les chercheurs, enseignants-chercheurs, personnels des bibliothèques, ITA et IATOS des centres de recherches d'histoire contemporaine de l'UFR d'histoire de l'Université Paris 1 [Centre d'études des mondes africains, Centre d'histoire sociale du XX^e siècle, Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, Centre de recherches d'histoire nord-américaine, Centre d'histoire des relations internationales contemporaines] tiennent à rappeler les principes qui ont guidé leur acceptation du projet Condorcet. Ces laboratoires ont une attitude positive vis-à-vis du projet d'extension à Condorcet 2 La Chapelle, à condition que soient impérativement respectées:

1° La proximité physique entre laboratoire et espace documentaire, pour les raisons exposées ci-dessous;

2° Une gestion des bibliothèques de recherche qui ne porte pas atteinte à leur intégrité.

Si nous souhaitons poursuivre la mutualisation des moyens engagée depuis plusieurs années [Réseau et service de coordination déjà mis en place, signalement des collections dans le cadre du Catalogue collectif de l'Université et du SUDOC, future participation au Catalogue d'archives et de manuscrits de l'enseignement supérieur CALAMES], elle doit se poursuivre dans une configuration respectueuse de chacun et prendre en compte les éléments qui caractérisent une bibliothèque de recherche:

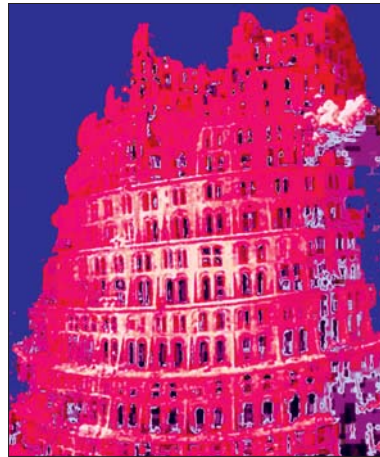
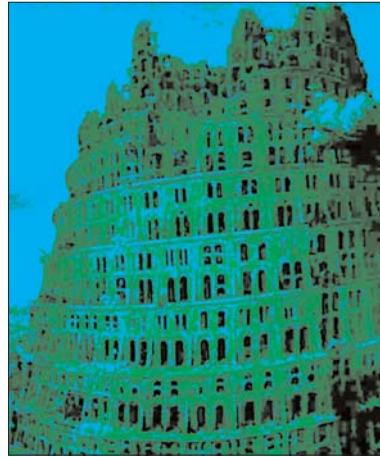
- la préservation de l'identité des fonds documentaires, avec le maintien de leur intégralité sur le site du centre de recherche. Tout document, aussi ancien soit-il et quelle que soit sa nature (archives, littérature grise, travaux universitaires, brochures, ouvrages, revues, rares voire uniques) est utile aux historiens, pour lesquels un document jugé par ailleurs « obsolète » appelle simplement une autre lecture. L'identité des bibliothèques de centres est un facteur de rayonnement et d'attractivité auprès des publics français et étrangers et des donateurs qui ne laisseraient pas leurs fonds à des institutions plus généralistes. Ces bibliothèques spécialisées permettent autant l'insertion dans des réseaux nationaux et internationaux [CODHOS, IALHI, Réseau des études africaines en France, European Librarians in African Studies, GIS Réseau Amérique latine, Portail Rédial, Centre national pour la numérisation de sources visuelles, etc.] que des collaborations ciblées avec de très grands établissements tels la BnF ou les Archives de France.

- la synergie entre enseignants-chercheurs, étroitement associés aux politiques d'acquisition, étudiants guidés dans leurs recherches et personnels chargés des bibliothèques, dotés d'un savoir spécifique dans le champ couvert par le centre de recherche auxquels ils appartiennent. Cette synergie, importante jusqu'alors, devient obligatoire à l'ère d'un numérique qui implique de nouvelles collaborations et une nécessaire redistribution des rôles.

- la possibilité pour les personnels chargés des bibliothèques de centres de poursuivre leurs travaux de valorisation de la recherche (bases de données en ligne, guides de recherche, sites collaboratifs, expositions virtuelles, participation aux programmes de l'ARSHS [Archives de la recherche en sciences humaines et sociales, permettant de mettre en œuvre la conservation et la valorisation des archives de chercheurs], etc.), en collaboration étroite avec les étudiants et les chercheurs.

Ces conditions vont de pair avec une gestion rationnelle des moyens et un accès large aux collections. Elles impliquent un lien étroit entre documentation et recherche et sont indispensables pour garantir à l'enseignement et à la recherche de bonnes conditions d'exercice. En l'absence de garanties formelles sur ces points, les soussignés ne pourraient assurer la poursuite de leur engagement positif dans le projet Condorcet.

Afin que celles-ci soient respectées, nous demandons à avoir au moins un représentant dans le groupe de travail interne à l'Université de Paris 1 et un représentant des bibliothèques d'histoire dans le groupe de travail sur la documentation prévu dans le cadre de la programmation du Campus Condorcet.



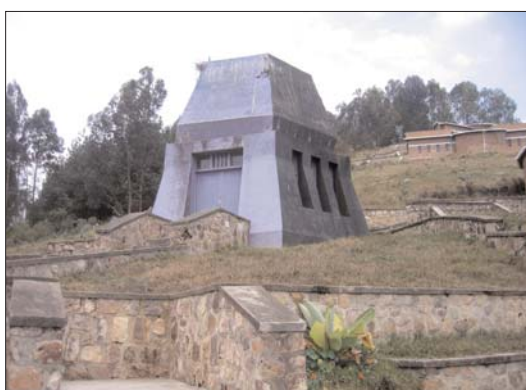
exposition en préparation

à propos du Rwanda: politiques mémorielles d'État face aux génocides

sera visitable sur le site du centre:
<http://chs.univ-paris1.fr/>

en projet en projet en projet

Le projet de cette exposition virtuelle est né d'un voyage au Rwanda et de la visite des grands mémoriaux du génocide: Kigali, Bisesero, Nyamata, Ntarama, Murambi... Ce sont des lieux de mémoire qui sont autant de théâtres de vestiges d'une horreur donnée à voir au premier degré, sans aucune médiation symbolique. Seul le mémorial de Kigali est un véritable musée d'histoire. Les autres se présentent comme des ossuaires à la construction étudiée, comme des scènes d'exposition des squelettes et de leurs pauvres oripeaux (objets, vêtements, etc.). Ils sont aussi les pièces indispensables d'un jeu politique où mémoire et réconciliation sont les deux termes d'un couple ambivalent voir contradictoire. Il existe au Rwanda, à côté des stratégies mémorielles des associations de victimes, une politique mémorielle d'État qui s'est construite depuis la prise du pouvoir (et fin du génocide) par le FPR. Politique qui a composé avec les victimes et avec l'Église. Les mémoriaux du génocide, qui étaient au tout début et dans bien des cas, de simples expositions de cadavres, destinées à une identification des morts par leurs proches et donc partie prenante





Page précédente, de gauche à droite: Ntarama, Murambi et Bisesero.

Ci-contre, en haut: Kibuye, en bas: Murambi.



dans le très nécessaire travail de deuil, ont évolué, se sont transformés. Certains ont été laissés à l'abandon, d'autres au contraire font partie des visites officielles et incontournables. Il est apparu intéressant de les mettre en perspective par rapport d'une part

à l'histoire nationale du Rwanda et d'autre part à d'autres politiques mémorielles d'État: celles de l'État d'Israël, de l'Allemagne (tant de l'Est que de l'Ouest), de la Pologne, de l'Italie par rapport au génocide des juifs; celle de la République arménienne par rapport au génocide des Arméniens. Une équipe d'historiens spécialistes commentera les images des mémoriaux, statues ou autres témoignages érigés: Yenohatan Alsheh, Paola Bertiloti, Laure Billon, Jean-Pierre Chrétien, Catherine Coquio, Claire Mouradian, Augustin Rudocogora, Yann Schubert...

Cette exposition pourrait être le banc d'essai d'une journée d'études internationales.

Françoise Blum

Codhos

La bibliothèque du CHS poursuit également ses travaux documentaires collaboratifs au sein du CODHOS.

À l'occasion des quarante ans de Mai 68, nous avons contribué activement à la mise en place et à l'alimentation du site collaboratif *Mai-68.fr: 1968-2008, retour aux sources* avec nos partenaires du Codhos. Tout le long de l'année 2008, ce site a recensé 382 événements culturels consacrés à la commémoration de Mai en toute la France (festivals de cinéma, spectacles de théâtre, colloques, journées d'études, concerts, séminaires, débats, conférences, etc.), 380 sites web et blogs, 234 ouvrages et brochures, 346 articles dans la presse quotidienne, 347 magazines, 82 numéros de revue, 21 émissions de radio, 42 émissions de télé. Deux expositions de photos ont également été présentées. Depuis sa mise en ligne, ce site a été visité par 60000 internautes.

Un premier bilan historiographique sur la commémoration de Mai 68 en 2008, basé, entre autres, sur les données engrangées par ce site a été présenté par Françoise Blum au Colloque de Lyon du 25 au 27 mars 2009, *Identités confrontées à mai-juin 1968*, organisé, entre autres, par le CHS.

Bien après 2008, nous avons l'intention de continuer d'alimenter ce site notamment par une rubrique consacrée au recensement des ressources documentaires de Mai 68 (fonds d'archives, tracts, affiches, journaux, etc.), détenues par plusieurs membres du Codhos et par d'autres institutions, un peu partout en France. La journée d'études qui a été organisée en juin 2008 par le CHS a mis en lumière l'extrême intérêt que portent à ce projet les chercheurs et les professionnels de l'information, mais également les difficultés d'ordre technique et financier qu'il implique et qu'il faudra affronter pour le mener à bien.

Nous continuons notre travail avec le service du dépôt légal du web de la BnF. Nous avons recensé 500 sites web d'organisations militantes qui allaient échapper à la mission d'archivage confiée à la BnF (réservée aux URL en .fr). Au cours de l'année 2009, nous allons effectuer un travail de veille afin de compléter ce recensement, de vérifier la bonne qualité de ces archivages et d'assurer la « promotion » de ces nouvelles sources auprès des chercheurs intéressés.

En parallèle, la réflexion sur les sources électroniques des mouvements sociaux et sur leur archivage se poursuit.

Au sein du groupe de travail « Archives électroniques » du Codhos, nous travaillons avec les archivistes et les documentalistes des centrales syndicales et des partis et mouvements politiques et associatifs dans le but d'arriver à la mise en place de véritables politiques d'archivage. Un projet est en cours pour la mise en

place d'un portail de l'Histoire Ouvrière et Sociale en France qui permettrait aux chercheurs et internautes de faire des recherches dans l'ensemble des fonds et collections des membres du CODHOS, *via* une entrée unique par le biais du protocole OAI (Open Archive Initiative).

Avec cette réflexion sur les sources électroniques nous pensons avoir dépassé le cloisonnement traditionnel entre chercheurs, documentalistes, archivistes et producteurs d'archives selon une pratique qui était déjà celle du CHS. Les rôles de ces différents acteurs ne sont certes pas interchangeables mais complémentaires et également nécessaires dans la collecte, la sélection, l'indexation ainsi que dans la réflexion sur la nature même de ces nouvelles sources, leur condition de production et leur impact sur les pratiques militantes. Le volet recherche de ce travail a consisté notamment dans un colloque organisé par la BDIC, l'Université Paris 8 et le CHS qui s'est tenu à Nanterre les 12 et 13 mars 2009, consacré aux *Usages militants de la technique* – cf. *supra*.

Ainsi, dans le contrat quadriennal que le CHS a présenté à ses tutelles pour les années 2009-2013, un nouvel axe de recherche intitulé « Pratiques d'archives » a été introduit qui s'ancre dans les initiatives et les pratiques de la bibliothèque.

Rossana VACCARO

Archivage du web et parcours guidé à travers le web

Depuis le début de l'année 2009, la Bibliothèque nationale de France a ouvert à la consultation des chercheurs le web désormais archivé par ses soins. En concordance avec la loi DAVSI, la BnF n'archive que le web .fr

Pour compléter les manques que cela induit – les .org, .net et .com échappant ainsi aux robots collecteurs –, elle organise des collectes ciblées.

Le CHS et la BDIC ont ainsi proposé une série de sites appartenant à ce que l'on peut appeler sommairement le web militant (sites de syndicats, de mouvements sociaux divers, sans papiers, sans logis, web alternatif) qui ont donc été archivés, et dont les versions anciennes sont désormais consultables. Nous travaillons maintenant, à partir de ce matériau, à construire un « parcours guidé » sur les sans papiers. C'est un nouvel objet qui ressemble à une exposition virtuelle où l'internaute est guidé suivant des fils directeurs thématiques à travers les couches différentes du web. Il n'en existe pour l'instant que deux: l'un, sur les journaux intimes et, l'autre, à travers le web électoral. En travaillant à ce « parcours guidé » sur les sans papiers, nous espérons contribuer à la valorisation de ces archives d'un nouveau type que sont les archives du web, ainsi qu'à la connaissance plus étendue des mouvements sociaux contemporains.

Françoise BLUM et Rossana VACCARO

